

République Française



VILLEY LE SEC

Téléprocédure - Dépôt sur le guichet unique

PERMIS DE CONSTRUIRE

Le Maire de Villey-le-Sec,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'objet de la demande pour la création d'un étage pour l'aménagement d'un nouveau logement et la pose de 4 fenêtres de toit sur un immeuble situé 2 rue de la Géologie pour une surface de plancher créée de 113 m²,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat approuvé le 15/06/2023, modifié le 12/12/2024,

Vu l'arrêté SGAR n°2003-241 du 04/07/2003, relatif au zonage archéologique de la commune,

Vu la carte d'exposition au retrait et gonflement des argiles réalisée par le BRGM en août 2019, et la situation du projet en zone d'aléa moyen,

Vu les décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22/10/2010 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français et précisant que la commune est située en zone de sismicité très faible,

Vu l'avis favorable avec réserves de la Communauté de Communes Terres Toulaises – Service assainissement en date du 28/11/2025,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Communauté de Communes Terres Toulaises – Service eau potable en date du 28/11/2025,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle en date du 02/12/2025,

Vu l'avis favorable d'ENEDIS en date du 03/12/2025,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Les prescriptions annexées au présente arrêté, émises par la Communauté de Communes Terres Toulaises - Services assainissement et eau potable et le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle, devront être strictement respectées.

ARTICLE 3 : Le projet est soumis au versement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif correspondant au montant suivant : 1265,60€.

Villey-le-Sec, le 5 décembre 2025

Gilles GUYOT
Maire de Villey-le-Sec


Maire



Nota : Une fiche d'information relative à l'exposition au retrait-gonflement des sols argileux est annexée au présent arrêté.

Copie de l'arrêté, de ses annexes et du dossier : Mairie,
Copie de l'arrêté : CCTT

Affichage en mairie de l'avis de dépôt : 05/12/2025

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Elle est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Nancy par voie postale à l'adresse : 5 Place de la Carrière, 54000 Nancy, ou via l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme des deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation en cas de construction :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.